



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpc - CB

**Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté préfectoral de mise
en demeure du 22 octobre 2014 à l'encontre de la
SOCIETE TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION pour son
établissement situé à FRETIN**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 octobre 1995 accordant à la société TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION, dont le siège social est situé 24 Cours Michelet – La Défense 10 – 92069 PARIS LA DEFENSE CEDEX, l'autorisation d'exploiter une nouvelle installation de stockage et de distribution de carburant destiné à l'avitaillement des avions sur le territoire de la commune de FRETIN ;

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 octobre 2014 mettant en demeure la société TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION de respecter les prescriptions des articles 43.2.2 et 22.9 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, ainsi que la disposition de l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 1995 pour son établissement situé à FRETIN ;

Vu le courrier en date du 30 octobre 2014 de la société TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION qui signale que les dispositions de l'article 22.9 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 ne lui sont applicables qu'à compter du 16 novembre 2015 ;

Vu le rapport en date du 18 novembre 2014 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement duquel il ressort que la requête de l'exploitant, qui mentionne que la mise en place de détecteur de présence de liquides inflammables n'est obligatoire qu'à partir du 16 novembre 2015 est recevable ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La référence à l'article 22.9 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 fixée à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2014 mettant en demeure la société TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION pour son établissement situé dans l'enceinte de l'aéroport de LILLE-LESQUIN sur la commune de FRETIN est supprimée.

Article 2 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de FRETIN,
- directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de FRETIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le - 9 DEC. 2014

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation

Le Secrétaire Général Adjoint


Guillaume THIRARD

